



Le Patrimoine

de Saint -Médard-en-Jalles

n°

54

septembre 2018

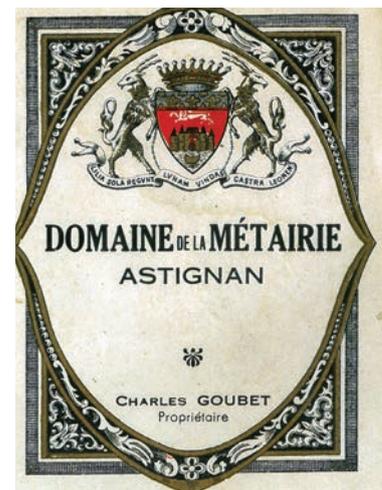
SAINT-MÉDARD-EN-JALLES ET LA GRANDE GUERRE, 1914 -1918



Dans la première décennie du XXe siècle, Saint-Médard-en-Jalles était une bourgade d'environ 5 000 habitants, incluse dans le canton de Blanquefort. Après les élections municipales de mai 1912, elle fut administrée par un conseil de 23 membres avec pour maire Henry Martin réélu et épaulé par deux adjoints Eloi Dugay et Jules Delaube.

Reliée à Bordeaux depuis 1885 par la ligne de la compagnie des chemins de fer économiques desservant Lacanau et, dès 1900 par le tramway suburbain, Saint-Médard possède depuis le XVIIe siècle une poudrerie qui, à la veille du conflit employait 1 900 personnes. La Jalle et ses ruisseaux qui irriguent ses terres permirent sur leurs rives les cultures maraîchères et l'activité de nombreuses blanchisseuses.

La proximité de la lande girondine donna naissance à la vie pastorale et aussi aux multiples métiers du bois tels que gemmeur, résinier, ligotier, bûcheron. Sur la commune on dénombrait trois scieries, une dizaine de marchands de bois, autant de charpentiers et de menuisiers. Trois ou quatre peintres, plâtriers, entrepreneurs, ferblantiers, complétaient le panel artisanal du bâtiment. Les domaines viticoles tels Le Bourdieu, Vieilleville (Feydit), Monplaisir et Belfort pour lesquels les travaux à façons nécessitaient la force chevaline, faisaient le bonheur des trois ou quatre maréchaux-ferrants, bourreliers, cordonniers, charrons, forgerons, tonneliers ainsi que du vétérinaire Capsec.



Les commerces d'alimentation, boulangerie, boucherie-charcuterie, épicerie, soit une vingtaine de boutiques, étaient parsemées dans les quartiers de la commune. Il y avait également quatre médecins, deux pharmaciens et deux sages-femmes. Sur l'actuel site de confection des chars du Carnaval, était installée l'usine de lavage de laine de Salières ; près de la gare, une manufacture de cirage et sur la Jalle, deux moulins moulaient les grains. En février 1914, le conseil municipal a voté à l'unanimité le principe d'installation au Bourg, d'une succursale de la Caisse d'épargne de Bordeaux...sans suite immédiate.

Avant la Grande Guerre, le « village-rue » qu'était Saint-Médard s'étirait par des routes et chemins empierrés, caillouteux, fangeux, en mauvais état depuis le château de Gajac aux confins de celui de Belfort à Issac.



En ce temps-là, la place de Gajac était souillée par un parc à vaches et un monstrueux dépôt d'ordures.

Le tramway passant sur le pont, toisait les blanchisseuses qui s'échinaient sur les bords de la Jalle. Avec fracas et corne bruyante, le chemin de fer parcourait le Camp des Lanciers, traversait le champ de foire où se déroulaient marchés au bétail, fêtes, parfois comices agricoles. L'ancienne mairie et les écoles publiques ne pensaient pas disparaître au profit de l'actuel complexe hôtelier « Le Montaigne ».



Le « Couënic », petite maison bourgeoise, cénacle d'artistes, ne songeait pas laisser sa place au collègue François Mauriac. Les croix de nos quartiers n'envisageaient pas d'être déportées, parfois sacrifiées sur l'autel de la sécurité routière. Le duc d'Aumale reconnaîtrait-il le Belfort féérique converti en centre hippique ?

L'électricité n'arriva qu'aux environs de 1910 supplantant progressivement l'éclairage au pétrole et à l'acétylène encore en service en 1913 dans des cafés à Caupian, à Gajac et au Bourg.. En décembre 1917, une trentaine de lampadaires électriques « illuminaient » les voies communales. Les canalisations d'eau potable n'existaient pas encore : il y avait des puits communaux mais pas de borne-fontaine. Ignorant le gaz, les seuls combustibles pour le chauffage et l'usage domestique étaient le bois et le charbon.

Lorsque le garde-champêtre battit le tambour à l'instant même où les séculaires cloches de l'église sonnèrent le tocsin en ce début d'août 1914, les habitants furent surpris, stupéfiés et consternés. Les affiches de mobilisation générale placardées sur les murs du village, imposaient aux hommes âgés de 20 à 47 ans de rejoindre leur affectation dans les meilleurs délais. Combien de nos concitoyens sont partis dans ces premiers



jours d'août 1914, soi-disant « la fleur au fusil », laissant leurs familles en pleurs ? Les estimations nationales firent mention de plus de 20% de la population incorporés durant les hostilités. Dès le 6 août, Henry Martin, le maire quadragénaire, informa le préfet de sa mobilisation au Mont-Valérien (Suresnes) comme caporal sapeur-télégraphiste et de sa passation de pouvoir au premier adjoint, Eloi Dugay.

À l'annonce de la déclaration une intense fébrilité s'empara des deux camps de la commune. À Caupian, les régiments de l'armée d'active laissèrent la place aux compagnies territoriales. Les terrains disponibles tout autour du camp se couvrirent de tentes. Pour élargir l'infirmierie, des baraques Adrian et un grand baraquement Bessonneau furent dressés. L'effectif tournait autour de 3 000 hommes avec un perpétuel mouvement d'arrivées et de départs. L'activité était tout aussi intense au camp de Souge où, en complément aux tentes « Marabout » de nombreux baraquements en bois furent érigés. Ces aménagements permettaient aux régiments d'infanterie et d'artillerie d'effectuer manœuvres et séances de tir. Avec l'arrivée des Américains en 1917, se créent une infirmerie-hôpital, une



école d'aérostiers, un camp d'aviation et un branchement ferroviaire reliant Issac à Moulin-Bonneau, site abritant matériels et munitions. L'effectif du camp avoisinait à la fin de la guerre 20 000 hommes. Dans le bourg, sur la place de l'église, un détachement de la *military police* surveillait, à cheval, avec chapeau pincé comme celui des cow-boys, le comportement de leur troupe tout en distribuant des friandises aux enfants.

En 1914 la poudrerie s'étendait sur environ 70 hectares. Après l'adjonction, dès août 1915 des terrains sis à Sessa, Lailley, Peyremartin et autres, elle possédait à la fin de la guerre une superficie de 227 hectares. De 9 tonnes de poudre par jour, la production



s'éleva progressivement à 65 tonnes en 1916 puis à 110 après mise en service de la nouvelle usine à Corbiac. L'effectif initial de 1 900 personnes passa à 9 000 et l'ensemble du personnel employé pendant la guerre aurait avoisiné les 18 000 compte tenu de l'appoint de la main-d'œuvre recrutée dans l'hexagone (femmes de la prison Saint-Lazare entre autres) et des colonies (Indochinois et Nord-Africains). L'acheminement du personnel venant de Bordeaux s'effectuait par le chemin de fer et surtout, par le tramway dont un raccordement envisagé dès 1916 par le ministre de la Guerre avait été aménagé en 1917 sur le chemin rural de Berdus (rue Alcide Castaing), entre le moulin de Gajac et l'entrée de la nouvelle poudrerie au niveau du Pont Rouge. « Beaucoup de femmes, mères ou épouses de soldats mobilisés travaillant à la poudrerie utilisaient cet itinéraire. En manipulant l'alcool utilisé dans la fabrication des explosifs, elles étaient exposées à l'inhalation des vapeurs éthyliques et se trouvaient souvent en état d'ébriété lorsqu'elles empruntaient les transports en commun. » Ce personnel féminin, fort d'environ 2 500 ouvrières, déclencha au printemps 1917 devant l'entrée de l'établissement, une grève de revendications sociales et contre les conditions de travail, mouvement réprimé par la gendarmerie à cheval. Des mesures de sécurité s'imposèrent aux abords et au sein de la poudrerie. Le chemin vicinal n°8 reliant le Bourg à Caupian (avenue Clemenceau) ainsi que l'accès à la gare furent condamnés à la circulation. La surveillance de la main d'œuvre étrangère œuvrant à la construction de la nouvelle poudrerie (80 à 100 terrassiers et maçons espagnols) s'amplifia de la même façon que les rencontres des militaires du camp de Caupian avec la gent féminine. Le contrôle des marchands forains et ambulants stationnés devant l'usine (place Charles Garraud) se fit également plus sévère. Il fallut faire appel à des militaires en garnison pour assurer la sécurité de la poudrerie car à cette époque Saint-Médard possédait un effectif de seulement cinq gendarmes, chef de poste compris et d'un garde-champêtre âgé de soixante-cinq ans, invalide et

malade ! On jugeait utile aussi « que la gendarmerie soit reliée par téléphone à la poudrerie et au bureau de poste et qu'elle obtienne en cas d'urgence, la priorité des communications ».

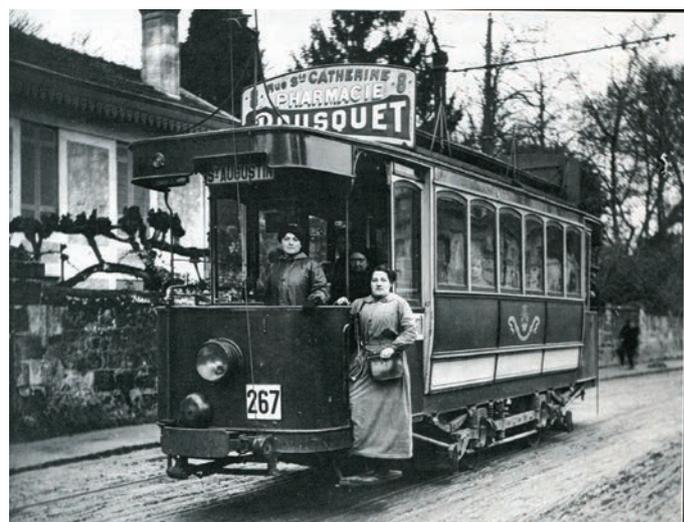
Après les meurtriers combats de la fin août 1914, en Belgique, en Alsace, en Lorraine (25 000 morts le 23 août) et la bataille de la Marne (5-11 septembre), les premiers soldats blessés furent transportés dans le Sud-Ouest à la fin septembre. Le 26 de ce mois, une formation sanitaire fut créée dans un local au centre de la Grand-Rue du Bourg (actuellement occupé par une agence immobilière). Cet hôpital municipal, dont la gestion et où l'octroi des soins étaient l'œuvre de bénévoles, accueillit une vingtaine de militaires le moins blessés ou en convalescence. Il était fréquent de les apercevoir flâner sous les frondaisons des arbres du champ de foire (place de la République) à deux pas d'un petit atelier d'assemblage d'obus qui employait une vingtaine de jeunes femmes...



La fermeture de cette structure sanitaire ainsi que l'infirmerie mise en place à l'école de Cérillan en mars 1915, fut effective en juin 1916. Bien qu'éloignés de la ligne des fronts, les Saint-Médardais, particulièrement ceux dont un être cher était sous les drapeaux, vécurent la Grande Guerre avec une permanente inquiétude. Grâce à l'école de Jules Ferry, les soldats savaient fort bien écrire quelques mots et malgré la censure, leurs missives étaient anxieusement espérées par les parents, les amis ou les marraînes de guerre. Ce flux de courrier préoccupa nos édiles qui, en mars 1916, demandèrent des facteurs supplémentaires et une signalisation des rues avec numérotation. Les quotidiens locaux, La France et La Petite Gironde qui se vendaient à la criée à l'entrée de la poudrerie subissaient eux aussi les ciseaux de la censure (« Anastasie ») et la vie des poilus au front ne fut vraiment connue que par les premiers permissionnaires à l'été 1915. A ce moment-là déjà une quarantaine de Saint-Médardais avaient donné leur vie pour la Patrie. Et dans l'église, à nouveau ouverte après les incidents récents entre la municipalité et le clergé, les

femmes venaient prier avec ferveur particulièrement lors des offices religieux. Angoisse permanente de ces femmes qui redoutaient la visite inopinée du maire, du gendarme, du curé qui, en peu de mots, avec compassion, transmettaient l'effroyable nouvelle ; désespoir à jamais de ces parents qui avaient perdu un des leurs.

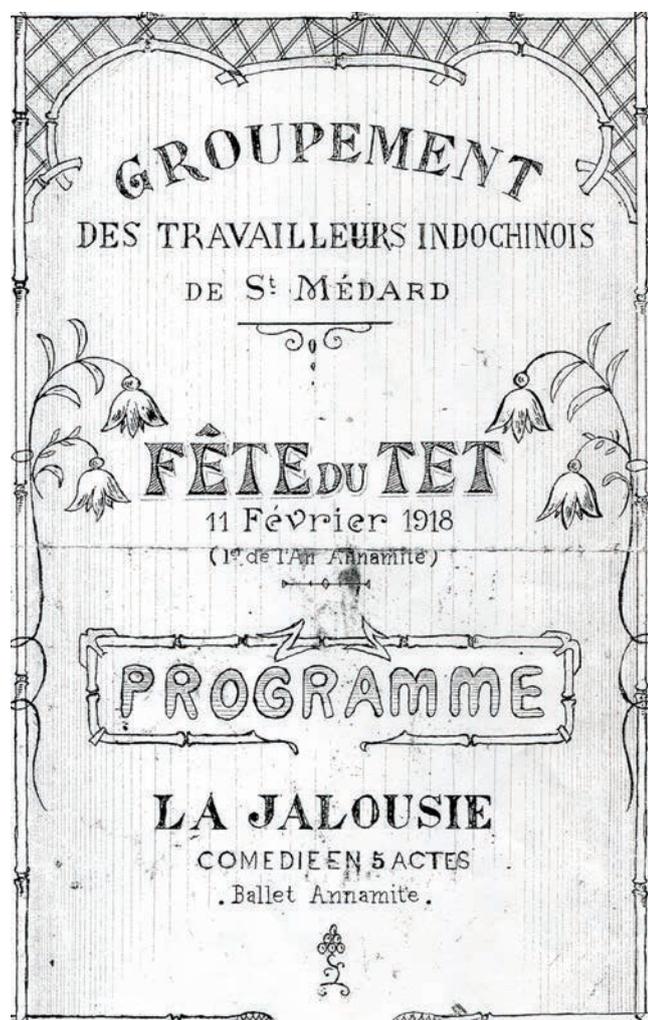
En l'absence de l'homme mobilisé, condamné à se terrer, à s'enliser dans la boue des tranchées, ces femmes, avec un courage inouï durent pallier ce manque, sans abandonner leur rôle au foyer. Suppléant la main-d'œuvre masculine et en dépit de l'aide apportée par les vieillards et les adolescents, elles assumèrent les pénibles travaux des champs (labours, semailles, foins, vendanges) ainsi que du maraîchage sur les bords de la Jalle, de la viticulture dans les crus bourgeois, ceci souvent en l'absence des chevaux réquisitionnés par l'armée. Pour subsister il fallait encore battre le linge ou devenir « munitionnettes » à la poudrerie sous les regards des « affectés spéciaux » qu'elles considéraient comme des embusqués, des « planqués ».



Dès le début de la guerre, pour alimenter la commune en pain, la municipalité sollicitait les services préfectoraux pour l'attribution de 500 sacs de blé, céréale qui sera moulue par les meuniers Castaing au moulin de Gajac et Duchamps à celui de Thil. Dans

l'ouvrage *La parole des anciens*, nos concitoyens déclarent qu'habitants la campagne, ils n'ont pas connu de problèmes majeurs de ravitaillement. Néanmoins, après le saccage des terres nourricières du Pas-de-Calais à la Champagne-Ardenne et la Lorraine, les hivers rigoureux de 1916-1917 et 1917-1918, la commune bénéficia en fin 1918 d'une dotation de 60 tonnes de pommes de terre, haricots, lentilles, pâtes... et de charbon.

Aux prémices de la bataille de Verdun, en février 1916, le préfet de la Gironde avisa le conseil municipal « qu'il y aurait lieu, vu la durée imprévue de la guerre, de permettre les représentations de cinéma, concerts, fêtes, mais de ne pas prolonger la fermeture des débits et cafés au-delà de neuf heures pour enrayer dans la mesure du possible, les progrès de l'alcoolisme. » « Un droit des pauvres » était prélevé sur les recettes des spectacles et reversé au bureau de bienfaisance.



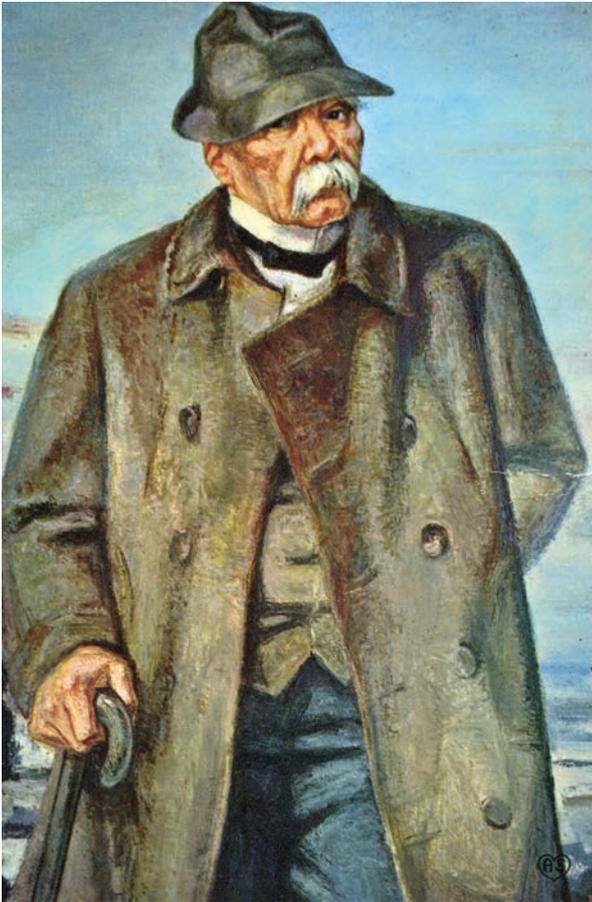
Ainsi, la population grandement augmentée, avait à sa disposition des séances cinématographiques, des représentations théâtrales, des concerts au Casino ou à la salle des Roses (disparue) avec éventuellement, la participation de l'harmonie Sainte-Cécile ainsi que des activités foraines sur le champ de foire. Parfois sur cette place ou sur celle de l'église, la musique militaire des régiments de garnison, offrait son concours



comme en novembre 1915 lors d'une remise des premières croix de guerre décernées à nos vaillants combattants. En février 1918, ce furent les travailleurs indochinois qui, à Caupian, pour la fête du Têt, premier jour de l'an annamite, défilèrent à la lueur des lampions et jouèrent un ballet-comédie. Aucune trace de rencontres sportives au cours de la guerre. Pourtant depuis 1905, l'Association sportive de Saint-Médard (ASSM) rayonnait avec son équipe de rugby mais, durant ces années difficiles la pelouse du château de Gajac demeura en jachère. Seule une société de gymnastique et de préparation militaire « Pour la France » créée en 1912, « aux tendances nettement républicaines, sans attache réactionnaire » semblait se manifester. Cette formation évoluait en 1917 à la salle Elissalde à Gajac (actuel Elysée), elle était issue de la société mixte de tir du 140e Régiment territorial « Le Fusil de guerre » fondée en 1900, elle-même ayant peut-être puisé ses sources auprès des Bataillons scolaires des débuts de la IIIe République...

Les premiers cas de grippe espagnole furent décelés en mars 1918 parmi les troupes américaines stationnées à Souge. Malgré la mise en quarantaine des soldats, cette épidémie s'abattit en septembre-octobre 1918 sur le parc d'artillerie causant de nombreuses victimes. Au sein de la poudrerie, le docteur Robert signalait fin 1918 : « une violente épidémie de grippe avec de nombreux cas compliqués de méningite et d'encéphalite. ». Après des cas mentionnés de rougeole, scarlatine, diphtérie en 1915, de dysenterie en 1916, il est fort probable que la population locale eut à subir les méfaits de cette pandémie qui fit plus de victimes dans le monde que la guerre.

A onze heures, le onzième jour du onzième mois de 1918, l'armistice fut signé. Six jours après, le conseil municipal, sous la présidence de Jules Delaube adresse à Clemenceau et à Foch « *tous deux à jamais inséparables dans l'histoire glorieuse de notre France libérée, l'hommage de leur admiration et de leur reconnaissance. Vive la France ! vive les Alliés ! vive la République !* »



Georges Clemenceau (1841-1929)



Ferdinand Foch (1851-1929)

En février 1919, le maire Henri Martin reprenant ses fonctions adresse « *ses condoléances attristées aux victimes de la guerre et surtout aux parents de nos braves enfants de Saint-Médard tombés au service de la Patrie.* »

La construction d'un monument aux morts fut envisagée dès avril 1919. L'édifice fut construit et inauguré le 11 novembre 1922, deux ans jour pour jour après la translation du soldat inconnu à l'Arc de Triomphe.



Saint-Médard-en-Jalles : 5 046 habitants en 1911
148 noms de soldats gravés dans le marbre du monument aux morts de Saint-Médard-en-Jalles

« *Le tombeau des héros est le cœur des vivants* »
André Malraux (1911-1976)

Ce bulletin est édité par le PATRIMOINE
de ST-MEDARD-EN-JALLES
Mairie - DACAJ CS 60022
33167 Saint-Médard-en Jalles
Responsable de la publication : Arlette CAPDEPUY
<http://patrimoine.saintmedardasso.fr/>

IBG "De la création à la finition pour un meilleur effet de vos compétences"

Imprimerie
Confiez-nous toutes vos impressions

57, av. Descartes
33160 St-Médard-en-Jalles
Fax 05 56 95 93 84

05 56 05 26 09 E-Mail : ibg@stmedardasso.fr